

Projet « Soutenir la participation des jeunes à la prévention de la répétition des violations graves des droits de l'homme en Côte d'Ivoire ».



Consultations des jeunes leaders pour leur participation effective à la prévention des conflits, aux initiatives de cohésion sociale et la consolidation de la paix

Abobo – Yopougon – Bouaké – Korhogo – Duekoué – Man – San Pedro

Sommaire

Introduction

I. États des lieux

Analyse : Quelle responsabilité des jeunes dans les crises en Côte d'Ivoire ?

II. Méthodologie des consultations

II.1. Les participants

II.2. Le déroulement

III. Résultats des consultations

III.1. Quels sont les obstacles qui entravent l'implication pacifique des jeunes pour la consolidation de la paix ?

A. Les obstacles généraux

- a) Les obstacles liés aux conditions socio-économique
- b) Les obstacles liés aux conditions politiques
- c) Les obstacles liés aux conditions ethniques et religieuses
- d) Les obstacles liés aux conditions sécuritaires
- e) Les obstacles liés au manque de justice
- f) Les obstacles liés au genre

B. Les obstacles (spécifiques) des communautés

III.2. Les conséquences des violences perpétrées par les jeunes et de l'absence de paix

- a) Sur le plan social
- b) Sur le plan économique
- c) Sur le plan éducatif

III.3. Les avantages d'une implication non violente des jeunes pour la société

- a) Les modes de prévention de conflits
- b) Les avantages sociaux, politiques et économiques

III.4. Les solutions envisagées par les jeunes pour prévenir les conflits

IV. Recommandations

- a) Recommandations à l'endroit de la jeunesse
- b) Recommandations à l'endroit des partis politiques
- c) Recommandations à l'endroit des leaders communautaires et religieux
- d) Recommandations à l'endroit du gouvernement
- e) Recommandations à l'endroit des ONG

Conclusion

L'histoire sociopolitique de la Côte d'Ivoire est marquée par des épisodes de violences récurrents depuis la réinstauration du multipartisme au début des années 1990, à quasiment chaque élection. Le manque de consensus sur la gestion des élections et la contestation des résultats issus du vote en sont, entre autres, les principales raisons, aggravant un contexte sociopolitique déjà tendu. L'épisode sanglant de la contestation des résultats des élections de 2010 a fait officiellement 3 000 morts à lui seul.

À l'issue de cette dernière crise, qui s'est terminée en avril 2011, un processus de justice transitionnelle a été mis en place pour rechercher la vérité, punir les auteurs des violations, indemniser les victimes et réformer les institutions en vue de garantir la non-répétition des crimes. Toutefois, ce processus n'a pas pu atteindre les résultats attendus en raison de sa politisation mais aussi du manque de transparence dans sa mise en œuvre. Récemment encore, les violences qui ont émaillé les élections municipales et régionales du 13 octobre 2018 et qui ont occasionné de nombreuses violations des droits de l'homme, témoignent de l'échec du processus de justice transitionnelle et de la fragilité de la paix en Côte d'Ivoire.

La quasi-totalité de ces violences ont été commises par des jeunes agissant au nom et pour le compte de certains leaders politiques, dans la continuité de la dynamique de violence qui s'est installée depuis 1990. En effet, sur les 25 millions d'habitants de la Côte d'Ivoire, 77% a moins de 35 ans et 70% est au chômage. Il en résulte que de nombreux jeunes recherchent activement un emploi, même ceux qui sont qualifiés. Les rapports produits dans le cadre du processus de JT¹ ont relevé le rôle actif de ces jeunes dans la perpétration des violences et des violations graves des droits de l'Homme, notamment durant la crise postélectorale de 2010. Face à ce constat, l'International Center for Transitional Justice (ICTJ) s'est engagé et investi, dès 2012, à contribuer, à travers le processus de justice transitionnelle, à la prévention de la répétition des violences du passé et à soutenir la participation des jeunes dans le renforcement de la cohésion sociale et la consolidation de la paix. Alors que les échéances électorales de 2020 approchent, et que beaucoup de craintes d'une résurgence des violences subsistent dans une atmosphère tendue, il importe de mieux outiller les jeunes en vue non seulement de prévenir la répétition des violences vécues par le passé mais aussi de soutenir leur participation, surtout celle des jeunes filles, dans les initiatives de cohésion sociale et de paix durable. C'est la raison principale pour laquelle l'ICTJ et son partenaire, le Réseau Action Justice et Paix (RAJP), avec l'appui financier de l'United Nations Peacebuilding Fund (UNPBF), ont conduit des consultations régionales dans sept localités en vue d'échanger avec les jeunes, recueillir leurs opinions et propositions en vue de renforcer le processus de paix et la stabilité du pays.

I. États des lieux

Analyse : Quelle responsabilité des jeunes dans les crises en Côte d'Ivoire ?

Par son travail, l'ICTJ a soutenu plus de 50 communautés à travers le monde dans leur quête pour la justice et, au fil du temps, a reconnu le potentiel et l'importance d'engager les jeunes à faire avancer leurs efforts, en particulier après des périodes de violence ou de répression. Dans le contexte ivoirien il apparaît clairement que les jeunes ont en effet, le plus d'intérêt à la stabilité et la cohésion sociale. Toutefois,

¹ Il s'agit notamment du rapport de la Commission Nationale d'Enquête (CNE) et celui de la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation (CDVR)

plusieurs facteurs les contraignent à faire le choix de violence, plutôt que de la paix ; ils deviennent ainsi irrémédiablement co-responsables de la survenance des événements violents qui ont marqué la Côte d'Ivoire.

Selon le rapport de la CDVR et les témoignages de participants, de nombreux jeunes ont effectivement joué un rôle actif lors des crises successives que le pays a connu. Si les jeunes sont cités parmi les nombreuses victimes des crises en Côte d'Ivoire, il a aussi été reconnu que les jeunes ont utilisés comme perpétrateurs des violences et des violations graves des droits humains. Ils se sont retrouvés embrigadés dans un conflit purement politique. Ainsi qu'il a déjà été constaté lors de consultations précédentes², les participants soulignent le fréquent manque de maturité et d'expérience qui mène les jeunes à s'adonner à la violence. Ils n'ont pas encore toute la mesure des conséquences de leurs actes, et sont motivés par la volonté d'appartenir à un groupe et d'obtenir ainsi une certaine reconnaissance sociale et politique. Ils ressentent le besoin de faire leurs preuves, dans un environnement où les diplômes ne garantissent pas l'obtention d'un emploi. S'engager dans la sphère politique semble être le moyen privilégié d'obtenir une position honorable dans la société. Les dirigeants politiques ont également incité les jeunes à la haine par des messages axés sur les appartenances ethniques, idéologiques et religieuses. Ces messages étaient utilisés pour interpeller les jeunes et les intéresser à leurs dirigeants politiques. Cela les a amenés à se constituer en groupes d'autodéfense, à s'enrôler dans les milices pour défendre des idées politiques et des groupes ethniques au détriment d'autres. La peur était souvent utilisée pour pousser les jeunes à faire des actions violentes, pour se regrouper en fonction de critères ethniques et religieux et se méfier des autres. Ils ignoraient également le résultat potentiel auquel ils s'exposaient. Le faible niveau d'instruction, le manque d'expérience, d'esprit critique et la faiblesse d'une culture démocratique, ainsi que la méconnaissance des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, ont conduit aux graves violations qu'on connaît. La jeunesse de la population est à la fois un atout et un défi car elle représente un potentiel économique et de développement, mais pose des problèmes de scolarisation, d'emploi, de santé et d'insertion professionnelle, qui menacent la cohésion sociale, la sécurité et la paix. Le manque d'opportunités économiques offre une possibilité de manipulation politique en période de grande tension. Le gouvernement ivoirien n'a pas été en mesure d'intégrer efficacement les jeunes au développement économique du pays et, à la suite de la crise de 2010, l'Etat ivoirien et la classe politique n'ont posé aucun acte en vue de reconnaître leurs responsabilités et mettre fin aux conséquences de la manipulation de la jeunesse à des fins politiques.

II. Méthodologie des consultations

En partenariat avec le Réseau Action, Justice et Paix (RAJP) et l'ONG Femme Debout pour la Paix et le Progrès (FDPCI) et le soutien financier de l'UNPBF, l'ICTJ mène le projet « *Soutenir la participation des jeunes à la prévention de la répétition des violations graves des droits de l'homme en Côte d'Ivoire* ». à travers ce projet, l'ICTJ et ses partenaires viennent en appui aux jeunes afin de mieux les outiller en vue non seulement de prévenir la répétition des violences vécues par le passé mais aussi soutenir leur

² Rapport de Consultations des Jeunes pour la Prévention de leur Participation aux Violences Politiques, Aout 2018, RAJP.

participation surtout celle des jeunes femmes dans les initiatives de cohésion sociale et de consolidation de la paix.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, le RAJP, avec l'appui technique de l'ICTJ, a organisé des ateliers de consultations régionales dans les localités de San-Pedro, Man, Duékoué, Abidjan (Yopougon et Abobo), Korhogo et Bouaké avec des jeunes dont l'âge varie entre 14 et 36 ans, aux fins d'identifier les obstacles à leur engagement dans les actions de paix, d'une part, et de recueillir leurs propositions et recommandations en vue de leur intégration au processus de paix, d'autre part.

II.1. Les participants

Au total, 352 jeunes dont 153 filles (43%) et 199 garçons (57%) ont été consultés dans les sept localités. Les participants étaient composés d'élèves, d'étudiants, des jeunes travailleurs, des sans-emploi et des membres du secteur informel, des responsables d'associations membres du RAJP, des responsables d'associations locales de jeunesse, des membres de la jeunesse des partis politiques, des membres des syndicats, des membres de la jeunesse communale, etc.

	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Total</i>
<i>San Pedro</i>	23	27	50
	46%	54%	100%
<i>Man</i>	20	30	50
	40%	60%	100%
<i>Duekoué</i>	23	27	50
	46%	54%	100%
<i>Abobo</i>	20	30	50
	40%	60%	100%
<i>Yopougon</i>	21	29	50
	42%	58%	100%
<i>Korhogo</i>	28	24	52
	54%	46%	100%
<i>Bouaké</i>	18	32	50
	36%	64%	100%
<i>Total</i>	153	199	352
	43%	57%	100%

II.2. Le déroulement des consultations

Dans chaque localité, les ateliers se sont tenus en une journée selon une approche participative et inclusive en vue d'optimiser la participation des jeunes femmes qui ont parfois des difficultés pour exprimer leurs opinions et faire valoir leurs arguments. Les ateliers consultatifs se sont déroulés en 3 phases dans chaque localité :

- **La première phase : Discussions en plénière.**

Cette phase a consisté en une présentation succincte du projet, ses objectifs, les résultats escomptés suivi d'un brainstorming sur les thématiques de paix, de cohésion sociale, de prévention de conflits etc. en vue de leur clarification conceptuelle. Ainsi, les jeunes ont défini la cohésion sociale comme « la capacité de vivre ensemble harmonieusement malgré les différences de sexe, d'ethnie, de politique, de religion ou de situation financière, dans le respect et l'acceptation de la diversité », et la consolidation de la paix comme "l'ensemble des méthodes de maintien et de renforcement de la paix, qui n'est pas seulement une absence de guerre mais une manière proactive de stabiliser et renforcer le tissu social de façon durable". Ils y ont également ajouté la capacité de soutenir moralement, financièrement et matériellement ceux qui ont besoin d'aide.

- **La seconde phase : les travaux de groupe**

Le second volet a consisté en la consultation proprement dite à travers travaux de groupe orientés par un questionnaire-guide. A cet effet, les participants ont été répartis en cinq groupes de dix personnes dont quatre groupes mixtes et un groupe composé de jeunes femmes uniquement. Sur la base de ce questionnaire, les discussions ont permis aux jeunes participants :

- * D'identifier les facteurs qui entravent leur participation dans les initiatives de cohésion sociale et consolidation de la paix
- * De déceler l'importance de leur inclusion dans les initiatives de cohésion sociale et de prévention des conflits.
- * De faire des recommandations surtout à l'endroit des autorités pour une participation effective dans les initiatives de cohésion sociale et de consolidation de la paix.

- **La troisième phase : Restitution en plénière suivie de débats**

La restitution des travaux de groupe en plénière a été effectuée sous forme de table ronde, où les rapporteurs de chaque groupe se sont retrouvés autour d'une même table en tant que panelistes pour rendre compte des travaux de leurs groupes respectifs. Un modérateur choisi parmi les participants se chargeait d'animer les débats en distribuant la parole aux panelistes pour leurs présentations et aux autres participants pour leurs interventions sous formes de contributions et éventuelles questions aux panelistes. Cette méthode a facilité les échanges et permis de mieux consolider les réponses aux questions contenues dans le questionnaire-guide.

III. Le résultat des consultations

III.1. Quels sont les obstacles qui entravent l'implication pacifique des jeunes pour la consolidation de la paix ?

Durant les ateliers de consultations, les jeunes nous ont fait ressortir plusieurs obstacles qui selon eux, entravent la paix et la cohésion sociale non seulement en Côte d'Ivoire, mais aussi dans leurs communautés. Ils ont identifié des obstacles liés à 6 domaines clés qu'ils perçoivent comme étant ceux qui posent le plus de difficultés : les domaines de la politique, de l'ethnie, de la religion, de la justice, de l'insécurité, et finalement de la situation socio-économique des jeunes.

A. Les obstacles généraux

a) Les obstacles liés aux conditions socio-économique

La plupart des personnes impliquées dans les violences l'ont fait parce qu'elles pensaient que cela améliorerait leurs conditions de vie. La recherche d'un emploi (dans un pays où le taux d'employabilité des jeunes reste faible), l'espoir d'avoir une vie de meilleure qualité et d'avoir accès à des postes de responsabilités est l'une des raisons pour lesquelles cette attitude de « suiveur » se développe. Les consultations montrent que la poursuite de l'intérêt personnel est centrale. Pour les jeunes éduqués, la perspective d'obtenir un emploi stable ou une position d'influence est la raison fondamentale de leur engagement. Plusieurs autres n'ont aucune qualification, sont au chômage et n'ont pas été scolarisés, souvent à cause du désengagement des parents au profit des gouvernants par rapport à l'éducation des enfants. Ceux-ci sont parfois disposés à entreprendre tout acte de violence pour démontrer à leurs dirigeants leur implication et qu'ils méritent les avantages économiques promis. Les dirigeants politiques ont utilisé ces aspirations de la jeunesse pour leur propre bénéfice, mais pourtant très peu de jeunes ont pu retirer des avantages socio-économiques de leur implication dans la violence politique. A l'heure actuelle, les jeunes cherchent toujours de bons postes, et des situations financières plus stables. Pendant la décennie de crises successives que la Côte d'Ivoire a connu, de nombreux jeunes ont pris encore plus de recul, et sont devenus moins compétitifs sur le marché de l'emploi, puisque pendant cette période, ils ont pris de l'âge, sans opportunités d'acquérir de nouvelles compétences, ce qui pose des obstacles évidents à leur participation pacifique à la consolidation de la paix.

b) Les obstacles liés aux conditions politiques

Au cours des consultations, les jeunes ont identifié des facteurs politiques précis qui selon eux, posent des problèmes au maintien d'une paix durable. Les jeunes consultés disent être frustrés par un certain nombre de fléaux liés à la pratique de la politique en Côte d'Ivoire. Au nombre de ces fléaux ils ont cité le fanatisme (autant politique que religieux), la manipulation des masses (y compris les jeunes), la corruption et les détournements de deniers publics, des pratiques anti démocratiques (confiscation des libertés individuelles et collectives, etc.). Les groupes ethniques et religieux sont manipulés par les partis politiques pour prioriser leurs intérêts personnels, en dépit de l'intérêt général. Ils font tout ce qu'ils peuvent pour garder ce privilège et donc rester au pouvoir pour aussi longtemps que possible, ce qui exacerbe les rivalités et les luttes de pouvoir. Tout ceci instille de la méfiance et un manque de confiance

des populations envers les autorités politiques, qui entrave ensuite la cohésion sociale et la consolidation de la paix.

c) Les obstacles liés à l'appartenance ethnique et religieuse

Les divisions politiques sont liées aux divisions ethniques et religieuses, et se consolident mutuellement, au point où les jeunes identifient l'ethnocratie et le favoritisme ethnique comme étant de véritables obstacles à la cohésion sociale. Cette ethnocratie mène à des conflits interethniques élevés depuis les conflits de 2011, notamment le plus récent exemple à Béoumi, où un accident de moto sans aucun blessé a abouti à un conflit interethnique violent entre Baoulé et Malinké, et 16 morts³. Ces disputes se basent souvent sur la notion d'*Ivoirité*, instrumentalisée pendant la présidence de Bédié de 1993 à 1999, tendant à distinguer les ivoiriens de souche d'autres citoyens à ascendance étrangère. Depuis ces premières manifestations xénophobes, les stéréotypes et les préjugés entre les différentes ethnies se sont multipliés, aggravés par ce que les jeunes consultés dénoncent comme étant des discours fanatiques de certains guides religieux, incitant à la haine et à la violence. Les cultures elles-mêmes peuvent également constituer, par certains aspects, un facteur aggravant de cette situation, certaines coutumes anciennes, encore très présentes, ne permettant pas un développement rapide des choses, par exemple en restreignant encore le droit à la parole pour les femmes. Les jeunes consultés ont également dénoncé l'absence de contrôle des migrations externes ; et estimé que l'affluence incontrôlée des étrangers est un autre obstacle à la consolidation de la paix et la cohésion sociale.

d) Les obstacles liés aux conditions sécuritaires

Les jeunes consultés ont également lié les obstacles à la consolidation de la paix à l'insécurité. Les manques de tolérance et de cohésion sociale mènent au non-respect des choix d'autrui, l'incivisme, le manque de sincérité et de franchise entre les citoyens ainsi que le refoulement de l'identité culturelle des autres. Un besoin de vengeance, engendré par une justice inéquitable, sous-tend des discours d'incitation à la violence lors de rencontres, et les traumatismes des crises antérieures remontent à la surface.

e) Les obstacles liés au manque de justice

Finalement, les obstacles mentionnés précédemment prennent tous naissance dans le fait que la justice n'a pas été rendue après la crise, et c'est l'une des plus grandes barrières identifiées par les jeunes au cours des consultations. Le fait que les procédures judiciaires liées à la crise postélectorale ont été interrompues par une loi d'amnistie ; vu également que le processus de réparation des préjudices subis est conduit avec très peu d'informations et connaissances des jeunes sur ses procédures et conditions d'octroi, les jeunes consultés disent ne pas avoir suffisamment confiance aux autorités judiciaires et politiques. Les jeunes parlent aussi du non-respect des engagements pris par l'État à l'égard des combattants, et la non neutralité des acteurs qui conduisent le processus de réconciliation, comme d'autres facteurs qui entravent la consolidation de la paix et la cohésion sociale. Les jeunes consultés souhaiteraient que les droits de l'homme et les libertés civiles soient respectés afin renforcer leur

³ <https://www.cotedivoire.news/cote-divoire/45532-conflit-a-beoumi-ahoussou-jeannot-sur-le-terrain-pour-reconcilier-malinke-et-baoule.html>

participation efficace et effective dans des initiatives de prévention des conflits et de consolidation de la paix.

f) Les obstacles liés au genre

Les jeunes consultés ont identifié des obstacles liés au genre, notamment les obstacles qui sont de nature à entraver la participation efficace des femmes et des jeunes filles aux initiatives de prévention des conflits et de consolidation de la paix. En premier lieu, ils ont cité les pesanteurs socio-culturelles et religieuses, c'est-à-dire le poids des us et coutumes, des pratiques traditionnelles et de la religion qui exclut généralement les jeunes filles des sphères de décision. Dans de nombreuses communautés, les femmes n'ont pas le droit de prendre la parole en public. Ces pesanteurs sont parfois sources de discrimination envers les jeunes filles qui ne bénéficient pas d'une égalité de droits avec les jeunes garçons. Par exemple, pendant que les jeunes garçons ont le droit d'aller à l'école, les filles sont condamnées à rester à la maison pour aider leurs mères à des tâches ménagères. Par conséquent, on se retrouve avec un fort taux d'analphabétisme chez les jeunes filles avec son corolaire de manque de confiance en soi, de sentiment d'infériorité, de l'absence de leadership féminin et la non-participation des femmes aux processus de prévention de conflits et de consolidation de la paix.

B. Les obstacles spécifiques aux communautés consultées

En plus de ces obstacles identifiés au niveau national, chaque jeunesse des communes a aussi identifié des obstacles spécifiques à elles-mêmes, tels que :

- **À Duekoué** : le manque de dialogue entre parents et enfants, notamment entre la jeunesse et les chefs traditionnels ;
- **À Man** : les problèmes fonciers entre autochtones, allogènes et allochtones ;
- **À San Pedro** : le nombre substantiel de personnes analphabètes ;
- **À Korhogo** : le manque de liberté d'expression, l'abus de l'autorité culturelle ;
- **À Bouaké** : le manque de volonté politique pour le repositionnement de la ville en tant que ville développée ;
- **À Abobo** : la prolifération des rumeurs ou la diffusion d'informations erronées par les médias ;
- **À Yopougon** : l'absence de redevabilité.

En somme, même si les jeunes peuvent être des acteurs de la paix, ils ont besoin d'aide pour amorcer le changement, étant donné qu'ils ont souvent été recrutés par les dirigeants politiques pour protester violemment et s'engager dans les conflits. Ils ont aujourd'hui besoin d'outils et d'esprit critique pour résister à la manipulation. En l'absence d'un cadre pour l'expression commune des jeunes qui aide à créer une synergie d'actions, la rivalité entre les organisations de jeunesse naît ; les jeunes se sentent marginalisés des activités et des prises de décisions communautaires. S'il existe déjà des institutions ayant vocation à permettre cette expression, elles sont bien insuffisantes et ont été détournées de leur objectif initial. En effet, au niveau national, le Conseil National des Jeunes est en réalité une structure politisée à cause du mode de nomination de ses membres et de son fonctionnement. Au niveau local, s'il existe dans toutes les communes des jeunesses communales, elles sont très souvent des instruments de propagande et de mobilisation aux mains des maires qui les manipulent au gré de leurs intérêts.

III.2. Les conséquences des violences perpétrées et subies par les jeunes

Dix années ont passé mais les séquelles de la crise persistent encore et menacent la stabilité du pays. Les jeunes sont encore dans une situation sociale, économique et éducative précaire, en plus des atteintes non réparées qu'ils ont subi à leur intégrité physique et morale.

a. Sur le plan social

Lorsque les jeunes prennent part à la violence, ils ne se rendent pas nécessairement compte de l'impact que cela peut plus tard avoir sur leur vie, comme la stigmatisation, l'aggravation de la précarité économique et la marginalisation. Cet engagement peut les marquer négativement et affecter leur réintégration sociale, puisque le retour à la vie civile, aux études et aux formations professionnelles est difficile ce qui conduit à des taux d'abandon élevés. Les jeunes sont connus dans leurs communautés pour avoir participé à la violence ils y sont stigmatisés, pratiquement marginalisés et également rejetés par leurs proches. Leur plus grand défi sera donc de retrouver la confiance de leur communauté et leur place au sein de celle-ci, d'autant plus que, dans les zones rurales, il est aussi possible que la famille entière soit stigmatisée.

En termes d'insertion socioprofessionnelle, la propension au recours à la violence et à l'utilisation des armes pousse les jeunes à développer des attitudes agressives qui ne facilitent pas leurs relations avec les autres. Certains sont incarcérés du fait de leur participation aux violations graves commises, alors même que les instigateurs de cette violence, eux, continuent de jouir de leur liberté.

Les jeunes consultés ont identifié que la violence et l'absence de la paix mène à la dégradation du climat social qui suscite ensuite des pillages, l'insécurité, le banditisme, la prostitution, la dépravation des mœurs, les rancunes et la résurgence des viols et de certaines maladies.

b. Sur le plan économique

Cette violence endémique met aussi en péril l'avenir financier de la jeunesse, surtout à cause des dommages matériels engendrés par la guerre. Ainsi 84.78% des victimes ont subi des pertes économiques. Mais il y a aussi des effets à long terme qui entraînent d'autres pertes économiques et un retard dans le développement du pays. Par exemple, la réhabilitation et la réouverture des infrastructures publiques après les conflits ont nécessité de gros investissements que l'État aurait pu économiser et utiliser pour renforcer des infrastructures existantes ou des nouvelles, ainsi que des projets d'insertion de jeunes. Les conflits ont mis un frein à toutes les actions de développement, de construction ou de formation. Pendant la période de conflit, les jeunes vieillissent et deviennent de moins en moins compétitifs par rapport aux critères de sélection qui se basent généralement sur l'âge et l'expérience professionnelle, et rencontrent donc plus de difficultés à trouver un bon emploi à la fin de la période de conflit.

L'absence de paix est un frein aux développements éducatifs, sociaux et économiques. Le retard de développement économique fait que le taux de pauvreté et de chômage augmente, dévalorisant le capital humain et encourageant la cherté de la vie. Les investisseurs fuient, mais les jeunes rapportent qu'il y a également une augmentation du coût de la vie ce qui exacerbe la pauvreté et la famine de la population.

c. Sur le plan éducatif

Beaucoup d'enfants ont dû quitter l'école à cause des difficultés économiques rencontrées par leur famille. Ils ont interrompu leur instruction et perdu leurs possibilités de scolarisation parce qu'ils étaient occupés à se battre ou à se rassembler pour des politiciens au lieu d'aller à l'école. Cela concerne particulièrement les jeunes filles, qui voient leur accès à une éducation de qualité compromise. En temps normal, elles ont déjà du mal à avoir accès à l'éducation, mais la violence aggrave cette inégalité. Elles se trouvent encore plus marginalisées quant à leur future participation à la vie politique, à l'accès à un travail décent, à la participation à la vie économique de leur famille ou à toute initiative intéressante dans leur communauté. Cependant, la perte de possibilités de scolarisation affecte tous les jeunes et les adolescents dès lors que la violence entraîne la destruction des infrastructures scolaires, la fermeture des écoles ou encore l'absentéisme des enseignants pour des raisons de sécurité. À long terme, cette jeunesse peu instruite et non formée, qui n'est pas adaptée aux besoins du marché du travail, représente une menace pour la sécurité, la paix et la cohésion sociale.

La violence et l'absence de paix sont corrélées à l'absence d'éducation et à la baisse du niveau général d'éducation des enfants et jeunes dans. A cause de ce manque d'éducation, le non-respect et les violations graves des droits de l'Homme deviennent possibles.

III.3. Les avantages d'une implication non violente des jeunes pour la société

Les jeunes qui ont fait participés aux ateliers de consultations, sont d'accord sur le fait qu'il est important que les jeunes s'impliquent dans les activités de cohésion sociale, dans leur intérêt. Ils reconnaissent être souvent la cible principale des politiciens, mais également la majeure partie des victimes des crises. C'est ainsi une énorme fraction de la population qui est vulnérable et manipulable, puisque les jeunes représentent 70% de la population ivoirienne. De ce nombre peut aussi venir leur force, puisqu'ils ont le potentiel de devenir de bons facilitateurs pour la cohésion sociale.

a) Les modes de prévention des conflits

Lors des consultations, les jeunes ont identifié plusieurs modes de prévention des violences politiques. La prévention commence d'abord par une sensibilisation des jeunes à la non-violence, et spécifiquement une prise de conscience des jeunes filles. Ils sont d'accord sur le fait que les jeunes filles ont une part importante à jouer. Toutefois, il faut d'abord encourager la liberté d'expression des filles, ainsi que le renforcement des capacités des associations féminines abordant les questions de cohésion sociale et de prévention de conflit. Les jeunes, et surtout les jeunes filles, doivent être sensibilisés au fait qu'ils doivent éviter de s'engager dans le fanatisme religieux et la manipulation des ravisateurs politiques. Il serait également opportun, au vu du contexte, de former les jeunes à la politique au cours de leur instruction, afin de les responsabiliser. Une fois sensibilisés, les jeunes pourront plus facilement prévenir les conflits en interpellant les hommes politiques à s'abstenir de donner des mots d'ordre de violence, en initiant des espaces de débats sur la vie politique et en mobilisant à leur tour davantage de jeunes dans les activités de prévention. Ces activités pourraient mener à un changement de mentalité des jeunes, pour qu'ils prennent conscience qu'ils peuvent jouer un rôle majeur dans la prévention des conflits.

b) Les avantages sociaux, politiques et économiques

Les jeunes sont d'accord sur le fait que leur implication non violente dans la société peut avoir d'énormes avantages sociaux, politiques et économiques, qui peuvent prévenir les conséquences nommées ci-dessus. Par exemple, au niveau social, un sentiment de solidarité entre jeunes apaiserait le climat social tendu et pourrait promouvoir la paix. En renforçant petit à petit les liens intercommunautaires et la cohésion sociale, cela permettra le développement d'un environnement social sain et sécurisé, du respect de l'autorité et des biens publics, et de l'amélioration générale des conditions de vie.

D'un autre point de vue, si les leaders politiques ne peuvent pas compter sur les jeunes pour exécuter leur volonté, les élections auront plus de chance de se dérouler pacifiquement. S'il y a un respect mutuel à l'appartenance politique, ceci mène éventuellement à une politique accessible à tous, et une population qui participe confortablement aux élections, choisissant des leaders en fonction de leurs qualifications et pas seulement en fonction de leurs ethnies.

L'absence de conflits ou de violence a pour avantage de permettre au pays de travailler à se doter d'infrastructures susceptibles de le conduire vers le développement. Cela permet aussi aux populations de vaquer sereinement à leurs activités afin de contribuer efficacement à la croissance de leur économie nationale. Ceci attirerait les investisseurs au pays, et permettrait le développement touristique. S'il y a une bonne gestion des ressources humaines et financières du pays, l'économie pourrait finalement se redresser et devenir stable, entraînant la réduction du taux de chômage et l'amélioration de la qualité de vie des habitants.

III.4. Les solutions envisagées par les jeunes pour prévenir les conflits

Les jeunes consultés proposent plusieurs solutions pour prévenir les conflits. Ils identifient d'abord, les façons dont les jeunes peuvent rester actifs et ne pas se laisser entraîner dans la spirale de la violence. Ensuite, les jeunes suggèrent plusieurs actions concrètes qu'ils peuvent mettre en place pour prévenir les conflits, ainsi que des activités que peuvent entreprendre les femmes.

La prévention des conflits ne s'accomplit pas seulement par l'activisme et le plaidoyer, bien que ceux-ci soient cruciaux pour mettre fin à la violence. La prévention s'occupe également de la vie quotidienne des jeunes, l'occupation de leur temps et leurs interactions avec autrui : il importe qu'ils soient ambassadeurs de paix dans leur vie de tous les jours. Les jeunes disposent de multiples moyens qu'ils peuvent employer ensemble pour avoir une synergie entre leurs actes, et développer leurs compétences entre eux pour être plus forts face à la violence. Cela commence par des plateformes d'échanges et de partage d'expériences, des cadres où ils peuvent se mettre ensemble et discuter, aussi souvent que possible. Outillés avec des centres d'échanges, ils peuvent se tenir au courant des initiatives qui se prennent, des façons dont ils peuvent s'impliquer et s'encourager les uns les autres à rester motivé. Il est important que chacun fasse un effort pour participer à la vie socioculturelle, en prenant part aux débats par exemple sur la paix et la cohésion sociale, par le bénévolat ou tout autre acte sociale. Ils peuvent également s'engager au sein de partis politiques, mais avec des positions objectives et gardant leurs propres convictions et principes moraux. La vie politique n'est pas à éviter, au contraire les jeunes doivent s'encourager à voter, mais aussi à accepter les résultats, qu'ils soient favorables à leur parti ou non. Il est important de développer leur

capacité d'analyse critique de la situation politique, qu'ils se sentent confortables à donner leurs opinions sur les questions sociales et politiques, tout en étant capables de respecter les choix des autres.

Les jeunes ont pu énumérer plusieurs activités qu'ils seraient capables de mettre en place pour la prévention des conflits. A chaque consultation, pendant la période de travail en équipe, un groupe était toujours constitué seulement de filles. Ce groupe a développé des actions spécifiques aux filles pour la prévention des conflits. Voici quelques-unes des suggestions qui sont ressorties de ces consultations :

Actions à poser par les jeunes	Actions à poser par les jeunes filles
<ul style="list-style-type: none"> ◇ Dénoncer tout acte pouvant fragiliser le tissu social, et les abus commis par les autorités et les dirigeants politiques ◇ Mener des campagnes de sensibilisation pour des élections apaisées ◇ Organiser des rencontres avec les leaders des partis politiques ◇ Participer activement aux activités des organisations de la société civile et aux ateliers de consultation ◇ Créer des associations en vue de promouvoir le respect des droits de l'homme ◇ Organiser des activités communautaires socioculturelles (tournois sportifs, danses, sketch, activités ludiques, concours, rencontres et échanges, formation etc.) ◇ Sensibiliser au moyen d'ateliers, de radios de proximité, de la télévision et de conférences ◇ Créer des clubs de paix ◇ S'éduquer sur la vie politique en créant des clubs en milieu scolaire, des associations communautaires et des plateformes d'échanges ◇ Organiser une marche en faveur de la paix et la cohésion sociale ◇ Projection de films pour la promotion de la paix ◇ Promouvoir la création des comités locaux de médiation et de cohésion sociale 	<ul style="list-style-type: none"> ◇ Faire la promotion du genre ◇ Sensibilisation et plaidoyers pour la scolarisation de la jeune fille ◇ Faciliter la libre expression des filles ◇ Se responsabiliser pour développer les compétences et sortir des limitations culturelles au niveau du genre ◇ Encourager les jeunes filles à s'intéresser au monde politique ◇ Accepter les postes de responsabilités et de direction ◇ Prôner le leadership féminin dans la gestion des conflits ◇ Créer des cadres d'échanges pour la sensibilisation des filles ◇ Promouvoir des associations féminines qui prendront les témoignages des jeunes filles qui ont subi les affres de la guerre ◇ Organiser des compétitions autour de thèmes spécifiques pour la promotion des filles ◇ Organiser des formations des filles ◇ Plaidoyer pour un quota de nominations des femmes aux postes clés des partis politiques ◇ Campagnes de sensibilisation dans des quartiers sensibles aux conflits ◇ Créer des plateformes pour les femmes en vue de donner des idées sur la cohésion sociale

<ul style="list-style-type: none"> ◊ Organiser des activités traditionnelles (danse, chant etc.) réunissant les allogènes et les autochtones ◊ Organiser des concours de slam, rap, vîyô ou poésie sur de différentes thématiques ◊ Plaidoyers pour la redynamisation du parlement des jeunes de Côte d'Ivoire 	<ul style="list-style-type: none"> ◊ Associer les jeunes filles aux différents débats sur la cohésion sociale ◊ Promouvoir la confiance et l'estime de soi de la femme en tant qu'actrice de paix ◊ Inciter des dialogues intergénérationnels et intercommunautaires
---	---

IV. Recommandations

a) Recommandations à l'endroit de la jeunesse

En prenant les activités énoncées ci-dessus en compte, les jeunes recommandent que la jeunesse de la Côte d'Ivoire continue donc de faire des plaidoyers, d'initier des dialogues et de faire des recommandations à travers des ateliers d'échanges, pour inciter les autorités à les écouter et à considérer leurs opinions. Les jeunes devraient continuer à s'intéresser aux initiatives de cohésion sociale, de paix et de prévention des conflits. Les jeunes filles notamment devraient continuer à s'insérer dans ces cadres, à construire leur estime de soi et à participer à ces activités, pour avoir suffisamment confiance en elles et assumer des positions de responsabilité et de leadership dans des initiatives et des groupes de jeunesse.

b) Recommandations à l'endroit des partis politiques

Les jeunes font les recommandations suivantes aux leaders politiques, en espérant que ces partis s'engagent à rendre une justice équitable et à travailler ensemble pour la cohésion sociale et la paix en Côte d'Ivoire : ils recommandent que les partis politiques organisent des formations politiques au profit des jeunes, pour qu'ils puissent davantage apprendre sur la politique du pays et l'idéologie des partis politiques. Ils recommandent également des séances de sensibilisation pour les politiciens à la non-violence, au respect des normes politiques, à la tolérance et à l'éveil des consciences. Ils demandent que les politiciens valorisent les opinions des jeunes et le libre-échange entre eux, pour faire participer les jeunes aux débats politiques et instruire la jeunesse sur leur apport au niveau politique.

c) Recommandations à l'endroit des leaders communautaires et religieux

Les leaders communautaires ont un rôle important à jouer, étant donné qu'ils tiennent les positions de pouvoir les plus proches du peuple. Ils devraient se responsabiliser à éduquer et à instruire leur jeunesse, avec la mise en place de centres culturels socio-éducatifs. Les autorités locales devraient faire un effort pour leur faire une place, les encourager à s'engager et à participer dans des activités de cohésion sociale, leur faire connaître leurs droits, et leur confier des tâches. Ceci les responsabilise, leur permet de s'habituer à s'exprimer en public et à s'impliquer dans la résolution des problèmes sociaux importants. Les jeunes recommandent également la mise en place d'un mécanisme d'alerte précoce dans les différentes communautés.

d) Recommandations à l'endroit du gouvernement

Le gouvernement doit s'engager non seulement à amener la jeunesse ivoirienne à s'intéresser davantage à la politique, avoir une culture politique et briser les tabous qui la concerne. Le gouvernement devrait aussi s'assurer que les partis politiques respectent et promeuvent les règles et les valeurs de la République notamment l'accession au pouvoir par la voie démocratique.

Finalement, le gouvernement devrait s'assurer que les médias à leur tour ne manipulent pas l'information dans leur intérêt, au détriment de la bonne information à diffuser auprès de la population. Les jeunes insistent sur la nécessité d'éduquer et sensibiliser leurs pairs à la démocratie, à leurs droits et leurs devoirs, à la paix et la cohésion sociale. La poursuite de cet objectif passe, pour le gouvernement, par le renforcement des capacités des associations communautaires ou par la mise en place d'un fonds de développement des activités des jeunes dans les collectivités, en vue de lutter contre l'oisiveté et promouvoir l'entrepreneuriat.

e) Recommandations à l'endroit des ONG

Les jeunes recommandent aux ONG de continuer leurs projets de formation de la jeunesse et de renforcement des capacités des associations de jeunes, dans le but de développer leurs techniques de médiation et de plaidoyer, à renforcer les thèmes sur la cohésion sociale et la consolidation de la paix et à briser les tabous concernant la politique pour que les jeunes et particulièrement les jeunes filles s'y impliquent. Cela aidera les participants, et à travers eux leurs communautés, à mieux se conduire pendant les périodes électorales. Les jeunes consultés suggèrent de mettre en place davantage de plateformes de collaboration et d'échange avec pour cible les enfants, les jeunes, les femmes leaders et les autorités étatiques. De même, pour renforcer les capacités des femmes, il est important d'avoir des leaders féminines qui peuvent aider à éduquer les populations sur les thématiques du civisme, des droits des femmes et des enfants, et sur la paix et la cohésion sociale.

Conclusion

A travers ces ateliers, les jeunes consultés ont identifié les obstacles à leur engagement dans les actions de paix et à leur implication dans le processus prévention des conflits. Pour M. Moussa BAMBA, Président national d'une organisation de jeunesse, *« la participation de jeunes dans les initiatives de cohésion sociale a été longtemps ignorée par les différents initiateurs de projet. Si on estime que les jeunes sont les principaux acteurs de violence, il est logique d'impliquer ces jeunes-là dans les activités de cohésion sociale et de prévention des conflits. Votre projet est le bienvenu dans notre localité. »*

Ce projet s'aligne avec l'objectif international de mettre les jeunes femmes au cœur des projets de prévention et de gestion de conflit, en accord avec les Objectifs de Développement Durable 5 et 16, des Nations Unies, en assurant une présence des femmes d'au moins 40% à chaque consultation et en les incitant à participer activement aux activités :

« Les femmes ont été très souvent négligées dans les activités de cohésion sociale. Mais, c'est parce nous-mêmes, les femmes, nous n'avons pas confiance en nous. Nous avons peur de nous »

approcher de nos aînées pour apprendre. Le dialogue intergénérationnel n'existe quasiment pas. Personnellement, j'ai dû entrer dans une organisation de jeunesse pour apprendre à m'exprimer et parler en public et faire des plaidoyers. Donc, les femmes doivent oser et si nous voulons un changement, il faut se donner les moyens » nous dit TUO Rosalie, membre d'une organisation de jeunesse.

En sommes, les points saillants qui se sont dégagés de ces consultations sont la frustration des jeunes, résultant de l'absence de vérité, de justice, de réparation et de volonté politique de régler les conflits pour une paix durable en Côte d'Ivoire. Le gouvernement ivoirien devrait s'emparer des problématiques de cohésion sociale.